La dimension sociopolitique du développement local : l'expérience de Bobo-Dioulasso

Célestin Koussoubé, maire de Bobo-Dioulasso, Burkina Faso

En 1997, les autorités municipales de Bobo ont opté pour la démarche de relance des économies locales proposée par le Partenariat pour le développement municipal (PDM, Cotonou), dans le cadre du programme ECOLOC (programme «relance des économies locales en Afrique de l'Ouest») déjà testé dans sept villes d'Afrique de l'Ouest.

Bobo-Dioulasso est la plus vieille commune du Burkina Faso. Avec une population d'environ 400 000 habitants, c'est la seconde ville du pays après Ouagadougou (plus d'un million d'habitants).

Malgré un rayonnement économique dans tout le sud-ouest du pays et une importante capacité de services, Bobo-Dioulasso a vu sa position régionale se dégrader depuis une quarantaine d'années.

La ville n'accueille que 20% des entreprises du secteur moderne national. Son produit local brut (PLB), estimé à 123 milliards de francs CFA en 1997, ne pèse plus que 10% du produit intérieur brut (PIB) urbain national.

Des initiatives ont été prises tant à l'échelle locale que nationale pour tenter d'infléchir cette tendance : opérations de sensibilisation des acteurs locaux ; mise en place d'une structure interministérielle chargée d'un programme de réhabilitation de Bobo-Dioulasso et sa région (CPRB) ; plans de développement communal...

En 1997, les autorités municipales optent pour la démarche de relance des économies locales proposée par le PDM, dans le cadre du programme ECOLOC.

La phase I de l'audit économique (1997-1999) comporte pour l'essentiel un état des lieux de la commune et de son

arrière-pays. Elle permet de faire l'inventaire des potentialités et des contraintes de leur développement économique. Lancée le 1^{er} juillet 2002 à Bobo-Dioulasso, la phase II (une convention est signée le 6 février 2002 entre la commune, le PDM et la Coopération française), devait être une phase d'implication véritable de tous les acteurs locaux à la réflexion, en vue de la formulation d'un projet de société. Elle fut en vérité, pour toutes les forces vives de la ville et de son hinterland, une invitation à un exercice de programmation et de projection sur vingt-cinq ans.

Des instances appropriées sont mises en place, dont le fonctionnement est fixé par arrêté municipal.

Le groupe d'appui, composé d'un « facilitateur », d'un sociologue, d'un économiste et d'un géographe, anime la concertation de l'ensemble des acteurs avec pour objectif l'élaboration du Cadre de référence pour le développement économique (CRDE), du Programme prioritaire de développement économique local (PPDEL) et de la Charte locale de développement.

Le comité ECOLOC, qui regroupe des conseillers municipaux et des représentants des opérateurs économiques, de l'hinterland, des services déconcentrés de l'État et des ONG, est l'instance politique. Il dégage de l'étude ECOLOC les six « ambitions de la col-

lectivité » pour atteindre son objectif de pôle sous-régional :

- Reconquérir la vocation de transit de Bobo-Dioulasso ;
- Faire de la ville la bourse de fruits et légumes et de la viande de sa région ;
- Dynamiser le secteur informel pour impulser un développement endogène (75% de l'emploi en relève) ;
- Faire de Bobo-Dioulasso et de sa région un pôle touristique régional ;
- Promouvoir une industrialisation intégrée sur la base des potentialités locales ;
- Promouvoir le secteur du bâtiment et travaux publics (BTP).

Des groupes de dialogue, composés des acteurs représentatifs des forces vives de Bobo-Dioulasso et de sa région, sont chargés du dialogue entre les instances publiques, les opérateurs économiques et la société civile.

Des consultations populaires sont organisées dans les arrondissements de la commune et dans son hinterland (Banfora, Orodara, Houndé, intervillageoise de Banakéléda). Ce processus conduit à l'élaboration d'un livre blanc traduisant d'une part l'adhésion des populations au CRDE et définissant d'autre part des politiques d'investissement public et privé.

Un séminaire, regroupant le comité ECOLOC et les groupes de dialogue autour

de l'examen du livre blanc, permet de dégager le Plan programme de développement économique local (PPDEL).

A l'occasion du Forum de développement de Bobo et sa région, est définie la charte locale de développement. Elle consacre l'accord de principe des différents acteurs locaux sur la vision à long terme du développement de la ville, les programmes d'actions et de réformes à moyen terme ; des projets concrets matérialisant la reprise des initiatives par les acteurs locaux.

La démarche Écoloc a ainsi non seulement permis la création d'un processus de réflexion collective animé par les composantes mêmes de la société, appuyées par les services étatiques, mais aussi une prise de conscience du conseil municipal de son rôle de maître d'ouvrage et d'animateur du développement communal.

La priorité donnée à la dimension économique n'a pas occulté l'aspect social : une étude des services urbains de base – distribution d'eau potable, collecte des déchets, assainissement domestique, transports urbains, formations sanitaires, éducation de base – dans la commune de Bobo-Dioulasso a été diligentée.

Afin que cette dynamique inédite ne s'essouffle pas et que suite soit donnée aux engagements pris, il a été décidé de mettre en place une « structure d'accompagnement et/ou de mise en œuvre des réformes et projets identifiés lors de l'exercice ECOLOC phase II ».

Elle aura notamment pour mission le suivi et l'accompagnement de la mise en œuvre des résultats du processus

à travers des actions de lobbying auprès des autorités nationales et locales et des partenaires au développement.

Cette structure jouera également un rôle d'interface entre les opérateurs économiques d'une part et les

structures de financement et d'appui et les pouvoirs publics, d'autre part. ■